

# Nouvelles du Réseau

Numéro 16

Réseau juridique canadien VIH/sida

Juillet 2004

## Union des forces militantes pour les microbicides, traitements et vaccins anti-VIH – le Réseau joue un rôle clé dans l'élaboration d'une réponse mondiale au VIH/sida

Le Réseau conteste les pratiques d'embauche discriminatoires du Service de police de la Ville de Montréal	2
« La santé mondiale est un droit humain! » reçoit un vaste appui	2
Le VIH/sida, les détenus, les utilisateurs de drogue et le droit	3
La divulgation de la séropositivité après l'arrêt Cuerrier : ressources pour les OLS	3
Un nouveau rapport du Réseau examine la réglementation des prix des médicaments	4
Le plaidoyer pour les détenus demeure prioritaire pour le Réseau	4
Hausse du financement de la SCVS : un pas dans la bonne direction — mais trop peu, trop tard	5
À l'interne	6
Commentaires et réactions	7
Nouvelles ressources	7

Des militants pour les microbicides, traitements et vaccins anti-VIH de partout au monde se sont unis pour appuyer une réponse mondiale complète au VIH/sida; ils ont publié un *Énoncé d'engagement* et un *Plan d'action* en 12 points, qui seront disséminés à grande échelle lors de la XV<sup>e</sup> Conférence internationale sur le sida, à Bangkok. Ces deux documents et des ouvrages de fond ont été préparés par le Réseau juridique canadien VIH/sida dans le cadre de son projet sur les traitements, les microbicides et les vaccins.

Visant l'expansion rapide des services communautaires de soins de santé – notamment l'accès aux traitements et aux produits préventifs actuels et futurs contre le VIH – dans les pays à faible et moyen revenu, les militants espèrent que leurs efforts accéléreront également la recherche et le développement de traitements, microbicides et vaccins anti-VIH/sida, dans les secteurs public et privé.

« C'est un moment historique, affirme Richard Elliott, directeur des politiques et de la recherche juridiques au Réseau. Des mouvements activistes distincts ont récemment émergé, dans le domaine du VIH/sida, et nous devons éviter le piège de promouvoir la prévention au détriment des traitements, ou les traitements au détriment des vaccins. Chaque composante est essentielle à une réponse complète. »

Elliott souligne que des militants de tous les domaines ont appuyé l'*Énoncé d'engagement* et reconnu la synergie que génère le travail collaboratif. Le *Plan d'action* est un document d'ac-

compagnement conçu pour aider les gouvernements, l'industrie et les organismes de la société civile à répondre à l'impératif moral d'accélérer la recherche, le développement et l'accès, dans le cadre d'un continuum « prévention-soins-traitements » qui englobe les traitements, les microbicides et les vaccins anti-VIH.

« Le Réseau juridique a été un chef de file mondial dans la promotion d'un plaidoyer conjoint pour les microbicides, vaccins et traitements, note Stephanie Nixon, une membre du Réseau impliquée activement dans ce dossier. Il a fait valoir l'idée, parmi les militants et experts des trois secteurs, qu'il est plus avantageux de collaborer que de se faire compétition pour des ressources limitées. Cette idée se reflète dans le travail des militants à travers monde, du Nigéria au Brésil, en passant par Bangkok. »

« Nous unissons nos forces pour affirmer notre engagement commun à élaborer la réponse mondiale nécessaire à la réalisation du droit humain à la plus haute norme atteignable de santé pour toutes les personnes vivant avec le VIH/sida ou affectées autrement, explique Elliott. Ce droit est enchâssé dans des déclarations des Nations Unies sur le VIH/sida, dont la plupart des pays sont signataires. »

Dans la foulée de ces efforts, Nixon et Elliott participeront à un atelier de formation mutuelle à l'intention des militants pour les microbicides, les traitements et les vaccins anti-VIH (Bangkok, 15 juillet), co-parrainé par le Réseau juridique et le Conseil international des ONG de lutte contre le sida (ICASO). Les membres

(suite en page 3)



## Nouvelles brèves

### Le Réseau conteste les pratiques d'embauche discriminatoires du Service de police de la Ville de Montréal

La lettre adressée à la Commission et le communiqué de presse du 4 juin 2004 sont accessibles à :  
[www.aidslaw.ca/francais/Contenu/themes/tests.htm](http://www.aidslaw.ca/francais/Contenu/themes/tests.htm)

Après une contestation réussie de l'intention de l'Archevêché de Montréal d'imposer le test du VIH à tous les candidats à la prêtrise (voir *Nouvelles du Réseau*, numéro 14), le Réseau juridique et la Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida (COCQ-sida) visent maintenant les forces policières. Nous avons déposé une demande officielle conjointe à la Commission des droits de la personne et de la protection de la jeunesse du Québec pour qu'elle fasse enquête sur certaines normes d'embauche au Service de police de la ville de Montréal et les critères d'admission à l'École nationale de police du Québec. Par la même occasion, nous avons publié

un communiqué de presse qui a été repris par des médias locaux.

Les normes de recrutement du Service de police et les critères d'admission de l'École nationale stipulent explicitement que la candidature de toute personne séropositive sera rejetée, sans égard à ses aptitudes et compétences pour le poste.

Le Réseau et la COCQ-sida continueront d'inciter la Commission à faire enquête et d'informer leurs membres sur les développements dans ce dossier.

### « La santé mondiale est un droit humain! » reçoit un vaste appui



Les organismes qui souhaitent exprimer leur appui peuvent contacter Richard Elliott à [relliott@aidslaw.ca](mailto:relliott@aidslaw.ca).

Cinquante-neuf (59) organismes canadiens de la société civile ont appuyé officiellement l'appel à l'action sur le VIH/sida et la santé mondiale, depuis que le Réseau juridique, la Coalition interagence sida et développement et Médecins Sans Frontières ont lancé un programme commun intitulé « La santé mondiale est un droit humain! », plus tôt cette année (voir *Nouvelles du Réseau*, numéro 15).

Nous continuons à recevoir des appuis d'une vaste gamme de secteurs, notamment de syndicats, d'associations professionnelles, de professionnels de la santé, de regroupements étudiants, d'organismes de lutte contre

le VIH/sida, d'organismes de développement, de regroupements de femmes et d'organismes de défense des droits humains. La sollicitation d'appuis se poursuivra cet été, dans l'espoir que le programme commun devienne un important outil de plaidoyer pour une reconnaissance accrue de la santé en tant que droit humain fondamental et pour une meilleure coordination de la réaction au VIH/sida et à d'autres problèmes de santé mondiale.

Le programme d'action est accessible à [www.aidslaw.ca/francais/Contenu/themes/sointraitements/sommet\\_GAMT/SMDH\\_programme.pdf](http://www.aidslaw.ca/francais/Contenu/themes/sointraitements/sommet_GAMT/SMDH_programme.pdf)

© 2004 Réseau juridique canadien VIH/sida. *Nouvelles du Réseau* sert à tenir les lecteurs informés des activités du Réseau juridique canadien VIH/sida. Le Réseau encourage la diffusion de l'information contenue dans cette publication. La permission de reproduire ce matériel sera accordée à condition que l'origine et la source en soient mentionnées.

Rédaction : Elana Wright

Mise en page : Mélanie Paul-Hus

Illustrations : Marc Fraser, Peter Demakos

Traduction : Josée Dussault

Collaborateurs : Thomas Haig, Ralf Jürgens, Richard Elliott

Réseau juridique canadien VIH/sida

417, rue Saint-Pierre, bureau 408

Montréal (Québec) H2Y 2M4

Tél : 514 397-6828

[www.aidslaw.ca](http://www.aidslaw.ca)

Télec : 514 397-8570

[info@aidslaw.ca](mailto:info@aidslaw.ca)



Financé par Santé Canada, dans le cadre de la Stratégie canadienne VIH/sida.

Les conclusions, interprétations et opinions exprimées dans cette publication relèvent uniquement de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou positions officielles de Santé Canada ou du Réseau juridique canadien VIH/sida.

Le Réseau juridique canadien VIH/sida est un organisme de charité faisant la promotion du respect des droits humains des personnes vivant avec ou vulnérables au VIH/sida, au Canada et dans le monde. L'engagement du Réseau s'exprime par la recherche et l'analyse de politiques, la défense des droits, l'éducation et la mobilisation communautaire.

ISSN 1488-0997

## Le VIH/sida, les détenus, les utilisateurs de drogue et le droit : réagir aux droits humains « dans l'exclusion »



Plus de 160 participants de partout au monde, préoccupés par le VIH/sida et les droits humains des utilisateurs de drogue et des détenus, sont attendus à une conférence satellite d'un jour, à Bangkok le 9 juillet 2004, à la veille de la XV<sup>e</sup> Conférence internationale sur le sida.

Organisé par le Réseau juridique, la Lawyers Collective HIV/AIDS Unit (Inde), l'International Harm Reduction Development et le Thai Drug Users Network, et co-parrainé par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), le satellite *Droits humains dans l'exclusion : le VIH/sida, les détenus, les utilisateurs de drogue et le droit* donnera aux participants des pays en développement et des pays industrialisés une occasion de discuter d'un ordre du jour international pour l'action sur le VIH/sida, les prisons et l'injection de drogue.

Dans plusieurs pays, les taux de VIH sont très élevés parmi les utilisateurs de drogue par injection et les détenus, dont les droits humains sont régulièrement bafoués. Les participants examineront des stratégies de prévention et de traitement qui fonctionnent, ainsi que les impératifs humanitaires et sanitaires à l'appui de la mise en œuvre à grande échelle de ces stratégies.

Des documents de fond sur le VIH/sida, les détenus, les utilisateurs de drogue et les droits humains, préparés par le Réseau juridique, sont accessibles (en anglais) à [www.aidslaw.ca/bangkok2004/PrisonSatellite-background.pdf](http://www.aidslaw.ca/bangkok2004/PrisonSatellite-background.pdf) Ils seront révisés après la conférence satellite et acheminés aux membres du Réseau à l'automne.

## La divulgation de la séropositivité après l'arrêt Cuerrier : ressources pour les OLS

Publié par la Société canadienne du sida en partenariat avec l'AIDS Coalition of Nova Scotia et le Réseau juridique canadien VIH/sida, ce nouveau guide offre de l'information brève et exacte ainsi que des outils pratiques pour aider les personnes vivant avec le VIH/sida (PVVIH/sida) et les organismes communautaires de lutte contre le sida (OLS) à faire des choix éclairés et habilitants, dans la réaction aux enjeux juridiques et éthiques complexes touchant la divulgation de la séropositivité.

Le document vise à aider les organismes à développer ou adapter des politiques sur la confidentialité des clients et la gestion des dossiers; des lignes directrices pour le counselling aux

PVVIH/sida; et des ressources sur la divulgation du VIH, à l'intention des clients. Il sera également utile aux intervenants qui fournissent du counselling sur la divulgation du VIH et le droit, ou qui souhaitent en apprendre davantage sur la divulgation de la séropositivité en lien avec le droit criminel, les lois sur la santé publique et la responsabilité civile; la confidentialité des clients et la gestion des dossiers; les normes et approches de counselling; et les façons de répondre aux questions des médias et du grand public.

*La divulgation de la séropositivité après l'arrêt Cuerrier : ressources pour les organismes communautaires de lutte contre le sida* est accessible à [www.aidslaw.ca/francais/Contenu/themes/droitcriminel.htm](http://www.aidslaw.ca/francais/Contenu/themes/droitcriminel.htm)

Divulgation de la séropositivité après l'arrêt Cuerrier : ressources pour les organismes communautaires de lutte contre le sida

Des exemplaires imprimés peuvent être commandés auprès du Centre canadien d'information sur le VIH/sida :  
Tél. : 1-877-999-7740 (au Canada)  
[aidssida@cpha.ca](mailto:aidssida@cpha.ca)  
[www.aidssida.cpha.ca](http://www.aidssida.cpha.ca)

### (suite de la page 1) Plaidoyer conjoint

du Réseau auront l'occasion de participer à un atelier semblable, co-animé par Nixon et Elliott, à l'assemblée générale du Réseau et de la CISD, en septembre 2004. L'Énoncé d'engagement à l'élaboration d'une réponse mondiale complète au VIH/sida, le Plan d'Action,

le Document sur les problématiques ainsi qu'un document de fond seront présentés en conférence de presse, le 14 juillet 2004, à Bangkok, et accessibles sur Internet en français, anglais et espagnol à [www.aidslaw.ca/francais/Contenu/themes/vaccins.htm](http://www.aidslaw.ca/francais/Contenu/themes/vaccins.htm).

## Un nouveau rapport du Réseau examine la réglementation des prix des médicaments



Le coût des médicaments est une préoccupation manifeste pour les personnes vivant avec le VIH/sida. Des recommandations pour renforcer ou réformer les politiques dans ce domaine pourraient contribuer à protéger les intérêts de ces personnes ainsi que des Canadiennes en général, dans l'accès à des soins de santé abordables.

Dans cette perspective, le Réseau juridique a préparé un rapport ainsi qu'une série de feuillets d'information intitulés *Contrôler le coût des médicaments pour les personnes vivant avec le VIH/sida : la réglementation fédérale des prix des médicaments au Canada*. Ce rapport est le second d'une série de rapports occasionnels que publie le Réseau, à propos de questions juridiques et éthiques prioritaires liées aux soins, aux traitements et au soutien pour le VIH/sida. La problématique du prix des médicaments a été identifiée comme prioritaire par un comité consultatif de projet, et s'inscrit dans la suite du travail de promotion des intérêts déjà effectué dans ce dossier par d'autres organismes de lutte contre le VIH/sida au Canada.

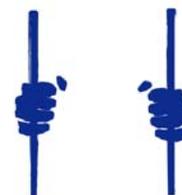
Le document explique le rôle important des politiques sur le prix des médicaments, il décrit

les lois et politiques fédérales actuelles régissant les prix établis par les compagnies pharmaceutiques et il examine de récents développements dans ce domaine. Il formule 16 recommandations pour la réforme de la réglementation fédérale relativement aux prix des médicaments au Canada.

Le rapport et les feuillets d'information seront transmis aux membres du Réseau, aux responsables des politiques gouvernementales pertinentes, au Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (CEPMB), à des regroupements de consommateurs, associations de l'industrie pharmaceutique (de marque et générique), organismes communautaires et autres intéressés, pour solliciter leurs commentaires et suggestions quant aux meilleures manières de favoriser la mise en œuvre de ces recommandations.

Le rapport intitulé *Contrôler le coût des médicaments pour les personnes vivant avec le VIH/sida : la réglementation fédérale des prix des médicaments au Canada*, et les feuillets d'information qui l'accompagnent, sont accessibles à : [www.aidslaw.ca/francais/Contenu/themes/sointraitements/DrugPricingF/tm.htm](http://www.aidslaw.ca/francais/Contenu/themes/sointraitements/DrugPricingF/tm.htm)

## Le plaidoyer pour les détenus demeure prioritaire pour le Réseau



Depuis nombre d'années, des organismes communautaires canadiens de lutte contre le VIH/sida et l'hépatite C collaborent, par le biais du Groupe de réseautage sur les prisons, à stimuler une réforme de la réaction au VIH/sida et à l'hépatite C dans les systèmes correctionnels du Canada, et à répondre aux besoins individuels de détenus vivant avec ces maladies ou affectés autrement. Récemment, le Groupe de réseautage sur les prisons a décidé de se scinder en deux groupes – un sur le réseautage pour les fournisseurs de services de première ligne et les organismes qui travaillent auprès de détenus; l'autre sur la recherche systémique et les questions de plaidoyer.

La Société canadienne du sida (SCS) et le Réseau juridique canadien VIH/sida ont formé deux nouveaux groupes pour mieux réagir au

VIH/sida et à l'hépatite C dans les prisons canadiennes : le **Groupe de réseautage sur le VIH/sida et l'hépatite C en prison** et le **Consortium de recherche et plaidoyer sur le VIH/sida et l'hépatite C en prison**.

Le Réseau dirigera le Consortium de recherche et plaidoyer sur le VIH/sida et l'hépatite C en prison, qui militera pour la mise en œuvre de politiques, de programmes et de services de santé conformes aux pratiques exemplaires et aux normes nationales et internationales de droits humains.

La SCS dirigera le Groupe de réseautage sur le VIH/sida et l'hépatite C en prison, donnant aux organismes communautaires et aux intervenants de première ligne l'occasion d'exprimer leurs préoccupations, d'échanger de l'informa-

tion, de demeurer informés des plus récentes initiatives et de soulever des questions qui devraient être abordées.

Le Réseau et la SCS considèrent que ces deux groupes rehausseront l'efficacité de toutes les parties impliquées, contribueront à mieux desservir les détenus canadiens et amélioreront la réaction au VIH/sida et à l'hépatite C dans les prisons fédérales et provinciales/territoriales. Des représentants de la SCS et du Réseau juridique participeront à chaque groupe pour assurer une action coordonnée.

Nous invitons les organismes intéressés à se joindre à un (ou aux deux) groupes, selon leur mandat et leurs orientations stratégiques. L'adhésion est souple et dynamique. Votre organisme peut travailler aux questions qui l'intéressent et pour lesquelles il dispose de ressources.

Pour plus d'information, obtenir un exemplaire du mandat ou vous joindre aux Groupes, prière de contacter :

- Groupe de réseautage sur le VIH/sida et l'hépatite C en prison, Lynne Belle-Isle [lynneb@cdnaids.ca](mailto:lynneb@cdnaids.ca) ou au (613) 230-3580 (poste 126).
- Consortium de recherche et plaidoyer sur le VIH/sida et l'hépatite C en prison, Glenn Betteridge, [gbetteridge@aidslaw.ca](mailto:gbetteridge@aidslaw.ca) ou au (416) 598-0052 (poste 119).

Par ailleurs, le Réseau juridique publiera bientôt le premier aperçu complet des programmes d'échange de seringues en prison à travers le monde. Ce sera une ressource très utile à tous les intervenants qui revendiquent la mise en œuvre de tels programmes dans les prisons du Canada. Enfin, nous avons récemment révisé nos feuillets d'information sur le VIH/sida en prison, qui demeurent très en demande. Certains feuillets ont été entièrement révisés pour faire état des plus récentes données sur le VIH/sida et l'hépatite C en prison. La troisième édition révisée (2004-2005) des feuillets est accessible à [www.aidslaw.ca/francais/Contenu/themes/prisons/f-pfacttofc.htm](http://www.aidslaw.ca/francais/Contenu/themes/prisons/f-pfacttofc.htm)

## Hausse du financement de la SCVS : un pas dans la bonne direction – mais trop peu, trop tard

Le 12 mai 2004, quelques jours avant les manifestations nationales que s'apprêtait à tenir une coalition d'organismes de lutte contre le VIH/sida, le ministre de la Santé Pierre Pettigrew a annoncé une augmentation de 42,2 millions \$ (sur cinq ans) du budget de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida (SCVS) du gouvernement fédéral. Cette promesse d'augmentation graduelle (et lente) du budget de la SCVS jusqu'à 84,4 millions \$ marquait la fin du gel du financement fédéral de la lutte contre le VIH/sida, qui a duré 11 ans et fut vertement critiqué.

Devant l'annonce du ministre Pettigrew, la réaction du Réseau juridique et d'autres membres de la coalition fut tiède, puisque le Comité permanent de la Santé de la Chambre des communes avait, en juin 2003, recommandé une augmentation *immédiate* de 100 millions \$, ce qu'avait appuyé la ministre de la Santé de l'époque, Anne McLellan.

« Malgré l'augmentation annoncée, la SCVS continuera de souffrir d'un sous-financement chronique et le Canada accusera encore plus de

retard dans ses efforts de lutte contre le VIH/sida. Un plan stratégique quinquennal est en développement, mais nous ne parviendrons pas à l'appliquer adéquatement sans un financement supérieur à celui annoncé », note Ralf Jürgens, directeur général du Réseau. Le Réseau juridique, qui s'est impliqué activement dans les efforts communautaires pour un financement fédéral adéquat de la lutte contre le VIH/sida, poursuivra sa lutte.



Manifestants à l'extérieur du lieu de la Conférence canadienne annuelle sur la recherche à Montréal, le 14 mai 2004



## À l'interne

### Ralf Jürgens reçoit le Prix du leadership de la SCS

Depuis 1997, la SCS souligne la contribution nationale d'un individu ou d'une entreprise qui s'est distingué dans la lutte contre le VIH/sida, qui a démontré un engagement à long terme au mouvement canadien de lutte contre le VIH/sida, qui a fait preuve de leadership à l'échelle nationale, régionale ou locale, et dont le travail a eu un impact à travers le pays.

Cette année, le Prix du leadership de la SCS a été décerné à Ralf Jürgens, directeur général

du Réseau juridique, lors de l'assemblée générale annuelle de la SCS (le 18 juin 2004). Gail Flintoft, membre du conseil d'administration de la SCS, a déclaré que « la SCS est fière de remettre ce prix à Ralf, pour sa passion et son engagement continu non seulement à la lutte contre le VIH/sida, mais aussi aux droits de la personne. »

Félicitations à Ralf!

### Thomas Kerr retourne à Vancouver

Thomas Kerr, directeur des politiques et de la recherche en santé au Réseau juridique, a récemment accepté un poste au British Columbia Centre for Excellence in HIV/AIDS. Présentement établi à Montréal, Kerr retournera à Vancouver mais demeurera à l'emploi du Réseau, pour du travail à temps partiel dans les domaines de l'injection de drogue et des politiques

sur les drogues. « Cette décision est une bonne chose pour ma famille et moi, en ce moment, note-t-il, mais j'ai hâte de poursuivre mon travail avec le Réseau au cours des prochaines années. Ce fut une excellente année à Montréal, et le contact quotidien avec l'équipe du Réseau me manquera. »

### Étudiants d'été



Debbie Mankovitz et Joanna Wells

Nous avons le plaisir d'accueillir trois étudiants en droit, qui feront un stage d'été au Réseau juridique grâce l'appui de la Stratégie emploi jeunesse de Développement social Canada et du programme de stages d'été sur les droits de la personne de l'Université McGill. **Debbie Mankovitz**, étudiante de troisième année à la faculté de Droit de l'Université McGill, effectuera de la recherche sur la discrimination liée au VIH et sur les droits humains des utilisateurs de drogue. **Hari Subrama-**

**niam**, étudiant de deuxième année, également à la faculté de Droit de McGill, s'intéressera aux problématiques du VIH/sida en prison et des lois sur les brevets pharmaceutiques. **Joanna Wells**, étudiante de deuxième année à la Dalhousie Law School, participera à la finalisation de modules de cours universitaires sur « le VIH/sida et le droit » et « les femmes, le VIH/sida et le droit au Canada ». Les stagiaires contribueront également au prochain numéro de la *Revue canadienne VIH/sida et droit*.

### Offre d'emploi au Réseau juridique

Nous acceptons présentement les candidatures au poste de **chercheur(e)/analyste principal(e) des politiques**, pour notre bureau de Montréal.

Date limite pour déposer une candidature : 19 juillet 2004.

Pour une description de l'emploi et des renseignements sur le dépôt des candidatures : [www.aidslaw.ca/francais/lereseau/offredemploi\\_c.htm](http://www.aidslaw.ca/francais/lereseau/offredemploi_c.htm)



## Commentaires et réactions

Monsieur Richard Elliott,

*Je vous écris au nom de la B.C. Persons With AIDS Society (BCPWA) afin de vous remercier et de vous féliciter pour votre travail exceptionnel à l'organisation et à la coordination des efforts de la société civile pour l'introduction et l'amélioration du projet de loi C-9, Loi modifiant la loi sur les brevets et la Loi sur les aliments et drogues...*

*À la BCPWA, nous sommes convaincus que la victoire à laquelle ont abouti certaines revendications de la société civile, dans ce dossier, n'aurait simplement pas été possible sans votre contribution hautement qualifiée et acharnée. Votre assiduité à la dissémination d'information et à la mobilisation de diverses ressources communautaires est un exemple virtuellement parfait de lobbying efficace. Nous vous en sommes tous reconnaissants. Merci.*

– Glen Bradford, président, BCPWA



## Nouvelles ressources

### Plaidoyer conjoint en matière de traitements, microbicides et vaccins contre le VIH/sida

Énoncé d'engagement, Plan d'Action et Document sur les problématiques

[www.aidslaw.ca/francais/Contenu/themes/vaccins.htm](http://www.aidslaw.ca/francais/Contenu/themes/vaccins.htm)

### Feuillets d'information sur le VIH/sida et l'hépatite C en prison (révisés, 2004)

[www.aidslaw.ca/francais/Contenu/feuillets.htm#vsepri](http://www.aidslaw.ca/francais/Contenu/feuillets.htm#vsepri)

Feuillets d'information et rapport intitulé **Contrôler le coût des médicaments pour les personnes vivant avec le VIH/sida : la réglementation fédérale des prix des médicaments au Canada**

[www.aidslaw.ca/francais/Contenu/themes/sointraitements.htm](http://www.aidslaw.ca/francais/Contenu/themes/sointraitements.htm)

Exposés par affiches du Réseau juridique à la Conférence canadienne annuelle sur la recherche sur le VIH/sida, 14 mai 2004 (anglais) :

[www.aidslaw.ca/Maincontent/events/CAHRPosters2004.pdf](http://www.aidslaw.ca/Maincontent/events/CAHRPosters2004.pdf)

Exposé intitulé **Prison needle exchanges: A review of international evidence and expertise [L'échange de seringues en prison : aperçu des données et de l'expertise mondiales]**,

présenté à la 13<sup>e</sup> Conférence canadienne annuelle sur la recherche sur le VIH/sida, Montréal, 15 mai 2004 (anglais) :

[www.aidslaw.ca/Maincontent/issues/prisons/presentation\\_CAHR2004.PDF](http://www.aidslaw.ca/Maincontent/issues/prisons/presentation_CAHR2004.PDF)

Plaidoyer conjoint  
en matière de  
traitements,  
microbicides  
et vaccins  
contre le VIH/sida

Énoncé d'engagement  
à l'élaboration d'une réponse  
mondiale complète au VIH/sida





## Le Réseau juridique à la XV<sup>e</sup> Conférence internationale sur le sida Bangkok, Thaïlande

### Conférence satellite

Droits humains dans l'exclusion : le VIH/sida, les détenus, les utilisateurs de drogue et le droit  
Vendredi 9 juillet 2004

Asia Hotel, 296 Phayathai Road, Bangkok

Organisée par le Réseau juridique canadien VIH/sida, la Lawyers Collective HIV/AIDS Unit (Inde), l'International Harm Reduction Development et le Thai Drug Users Network, et co-parrainée par l'ONUSIDA. Les autres partenaires incluent le Conseil international des ONG de lutte contre le sida (ICASO).

### Atelier de perfectionnement des compétences

« Formation mutuelle » à l'intention des militants pour les microbicides, traitements et vaccins anti-VIH » – comprendre l'ordre du jour et accroître la capacité

Co-organisé par l'ICASO, le Réseau juridique, l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida (IAVI), l'AIDS Vaccine Advocacy Coalition (AVAC) et la Global Campaign for Microbicides.

Jeudi 15 juillet 2004, 14h00-17h30  
EC Room 5, IMPACT Centre

### Présentations par affiches :

- Mobiliser les communautés à agir contre le stigmatisation et la discrimination liés au VIH/sida
- La protection de la vie privée et la divulgation de renseignements sur la santé : enjeux juridiques pour les personnes vivant avec le VIH/sida au Canada
- La divulgation de la séropositivité : développer des ressources pour les organismes communautaires de lutte contre le sida
- Plaidoyer pour les traitements, vaccins et microbicides : développer un ordre du jour commun pour l'action mondiale
- L'échange de seringues en prison : aperçu des données et de l'expertise mondiales
- Développer un modèle de loi fondé sur les options, en matière de VIH/sida
- De Doha à Cancun... via Ottawa : les règles de l'OMC sur les brevets et le plaidoyer de la société civile canadienne pour l'accès mondial aux traitements
- Développer une méthode d'évaluation de la conformité aux lois sur les droits humains
- Les approches au VIH/sida fondées sur les droits humains dans la Caraïbe

### Exposition du Réseau juridique canadien VIH/sida

Publications, salon de lecture, information sur les campagnes et initiatives, tirages gratuits  
Kiosque 258 (NGO Exhibition Hall 1)

### Conférence de presse

Développer une réponse mondiale complète au VIH/sida : front commun des militants pour les microbicides, traitements et vaccins

Mercredi 14 juillet 2004, 10h00  
Room B, IMPACT Media Centre

### Exposé

Établir des politiques et programmes de réduction des méfaits dans les prisons de l'Europe de l'Est et de l'ex-Union soviétique

Présentateur : Ralf Jürgens

Mercredi 14 juillet 2004, 14h45  
Session Room B, IMPACT Centre